

DU CÔTÉ DES REVUES

CAHIERS FRANÇAIS

n° 355 - mars/avril 2010: **L'économie verte**

(La Documentation Française, 96 p., 9,80 €)

[L'adjectif « vert » aurait-il remplacé la notion de « développement durable » ? En fait, c'est bien aux mêmes questions et aux mêmes controverses qu'ils renvoient. Présentant le Cahier, Olivia Montel-Dumont considère que l'analyse économique des problèmes environnementaux est altérée par les incertitudes scientifiques qui rendent difficile l'évaluation des dommages et par l'insuffisance du débat public autour des considérations éthiques sur lesquels les économistes n'ont pas de légitimité particulière. Franck-Dominique Vivien (Université de Reims) renvoie dos à dos les tenants de la croissance durable et ceux de la décroissance soutenable en signalant qu'ils confondent tous deux croissance et développement. Philippe Hugon (Université Paris-X Nanterre) rappelle que l'économie verte dans les pays en développement est inséparable des relations Nord-Sud, c'est-à-dire d'un contexte d'asymétries internationales et de dominance. Jean Gadrey (Université de Lille 1) plaide pour substituer à la logique du « toujours plus de quantités » celle du « plus de qualités, de durabilité et de sobriété matérielle » ce qui générerait plus d'emplois et réduirait les inégalités et irait bien au-delà d'un simple verdissement du capitalisme financier. Patricia Crifo (Université Paris-X Nanterre) et Olivier Godard (CNRS/Polytechnique) affirment qu'il n'y aura pas de croissance verte sans un prix du carbone à hauteur des objectifs et sans politique ciblée de stimulation de l'innovation » mais redoutent que la crise économique doublée de l'échec de Copenhague ne mette à mal les efforts entrepris. Christian de Perthuis et Suzanne Shaw (Université Paris-Dauphine) présentent et comparent les différents instruments économiques de gestion du climat (normes, écotaxes, marchés de permis). L'économie verte suppose de mesurer autrement la richesse, tant le PIB en donne une image réduite et faussée (Florence Jany-Catrice et Dominique Méda). Les préconisations du GIEC – limiter à 2°C l'élévation de la température – supposent des traductions concrètes en termes de trajectoires d'émissions de GES et devront s'appuyer sur une large panoplie de mesures et de technologies (Stéphanie Monjon, Cired). L'énergie constitue le défi majeur de l'économie verte. En plus de réduire l'intensité énergétique, il convient de réduire la consommation d'énergie des plus riches et s'orienter délibérément vers plus d'égalité, de sobriété et de solidarité (Benjamin Dessus, *Global Chance*).]

237

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES

n° 150 - janvier/mars 2010: **La politique japonaise et les défis du développement**

(1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc, 54 p., 11 €)

[Publiée par l'Association pour un Nouveau Développement, la revue s'ouvre sur une bien triste nouvelle, la disparition de son éditrice depuis douze ans,

Alda Del Forno. S'inscrivant dans la perspective ouverte par François Perroux d'une critique de la pensée dominante sur le développement, la revue entend « œuvrer pour l'exigence d'un nouveau développement respectueux de l'homme ». Ce numéro presque entièrement consacré au Japon s'ouvre sur une contribution de Mme Shigeko N. Fukai, professeur à l'Université de Chiba au Japon, qui s'est vue confier la responsabilité éditoriale de cet important dossier. Cernant les défis internes et externes du pays qui vient de rompre en 2009 avec un demi-siècle de gouvernance du Parti libéral démocrate (PLD) au profit d'une large coalition dirigée par le Parti Démocrate du Japon (PDJ), l'auteur attribue ce changement à l'épuisement d'un parti politique véhiculant depuis l'après-guerre l'idée d'une nécessaire recherche effrénée de croissance économique, alors que la population était de plus en plus en quête d'équité et d'écologie, valeurs portées par le PDJ. Le dossier s'articule autour de trois questions centrales qui menacent le développement durable: la pauvreté et les disparités économiques, les questions environnementales et les ressources, et ce qu'on appelle le « capitalisme de casino ». Oscillant entre analyse et préconisations en direction du gouvernement Hatoyama, les auteurs labourent ces trois dimensions du développement.]

INPRECOR

n° 564-565 août/septembre 2010: **Venezuela: laboratoire du socialisme du XXI^e siècle ?**

238

(PECI, 27 rue Taine; 75012 Paris, 52 p., 7,50 €)

[La « revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale » consacre son dossier central à l'étude fouillée de l'expérience vénézuélienne en cours depuis plus d'une décennie. L'analyse est menée par Sébastien Brulez et Fernando Esteban, tous deux journalistes résidents au Venezuela depuis plusieurs années et correspondants de divers périodiques trotskistes.

Le bilan tracé est sans concession et présente derrière un discours souvent haut en couleur une démarche velléitaire rarement suivie d'effet et confrontée à un mouvement d'opinion dont l'adhésion aux objectifs marque le pas ainsi qu'en ont témoigné les dernières élections. D'après nos auteurs, les causes résident dans le flou idéologique du projet qui reste à définir et dans l'accumulation d'échecs dans des secteurs qui sont sensibles pour la population. Ainsi, le régime n'a pas su rompre avec le clientélisme et la corruption, malaises récurrents du pays. Ni non plus avec l'insécurité urbaine qui s'est aggravée alors même que des succès ont été remportés en matière de lutte contre la grande pauvreté. La délinquance policière est de plus en plus pointée du doigt lorsque l'on évoque l'insécurité. Fait nouveau, la drogue transite aujourd'hui massivement par le pays avec ses effets délétères de corruption et de violence. Alimentation, logement et énergie constituent des secteurs qui nourrissent le mécontentement. Jamais le poids de la production agricole n'était tombé aussi bas dans le PIB total (moins de 4 %). Dans ces conditions l'autonomie alimentaire reste une chimère. Urbanisée à plus de 92 %, la population aspire à sortir de l'habitat précaire qui reste le lot de tous ceux, nombreux, qui vivent dans les *barrios* insalubres. L'importante sécheresse qui sévit dans le pays, doublée d'une vague de chaleur inhabituelle, a révélé les failles du système énergétique qui dépend à 70 % de la production hydroélectrique. Les grands barrages du bassin de l'Orénoque n'ont pu suffire à assurer les besoins et le gouvernement a dû rationner et procéder à des coupures d'électricité et d'eau. Les *Missions sociales* dans le domaine de la santé qui

se sont développées, en dehors du système institutionnel, avec l'aide de médecins cubains ont déjà touché plus de huit millions de personnes. Mais elles ne doivent pas occulter le fait qu'il est urgent de refonder le système national de santé publique.

Mais les interrogations les plus fortes du dossier portent sur le sens de l'évolution générale en cours. En effet, peut-on parler d'avancée socialiste alors même que le poids du secteur privé s'est renforcé passant de 64% en 1998 à 71% en 2008 ?

Nos auteurs saluent les efforts d'intégration régionale menés par le Venezuela. Déroute de l'ALCA, mise sur pied de l'ALBA (8 pays membres) et au niveau continental de l'UNASUR dont les États-Unis ont été écartés. Le projet de lancement d'une V^e Internationale tarde à être mis en orbite et se heurte aux réticences de tous ceux qui ne veulent la penser que comme indépendante de quelque gouvernement que ce soit.

Bien que discret sur la politique pétrolière du pays, ce dossier très complet présente des faits incontestables avec une grande lucidité. Il contribue à nourrir la réflexion nécessaire « afin que le chemin vers le Socialisme du XXI^e siècle ne se convertisse pas en une chimère de plus ».]

QUESTIONS INTERNATIONALES

n° 43 - mai/juin 2010 : **Mondialisation : une gouvernance introuvable**
(La Documentation Française, 2010, 128 p., 9,80 €)

239

[Peut-on gouverner la mondialisation ? Avance-t-on dans cette direction ? A lire le dossier proposé par ce numéro de *Questions internationales* on ne peut qu'être sceptique. Le concept de gouvernance lui-même recèle toutes les ambiguïtés d'un terme décrié à l'envi, applicable à tout propos et d'une grande plasticité. Dans sa stimulante ouverture du dossier, Serge Sur le signale fort heureusement en retraçant l'histoire du concept et en pointant nombre de ses insuffisances ou de ses travers. La gouvernance mondiale serait un substitut à ce qui n'existe pas, ou ne peut exister, c'est-à-dire un gouvernement mondial. La gouvernance serait ainsi un moyen de combler une absence, ou une perte, de gouvernabilité. Mais c'est aussi affirme-t-il, avec raison, un moyen de contourner la politique et ce qui la fonde en niant l'espace proprement public en abolissant la distinction public-privé. L'on pourrait ajouter que la gouvernance est un fossoyeur de la démocratie, en ce sens que pour la définition de la gestion du bien commun chacun ne compte plus pour un, mais en fonction de ce qu'il pèse réellement et des intérêts qu'il porte. Peut-être aurait-il fallu rappeler que l'une des premières remises en cause de la démocratie au nom de la gouvernance trouve sa source dans les rapports de la *Trilatérale* dès les années 70, dont l'un co-signé par un certain... Fukuyama.

Malheureusement, les contributions qui alimentent ce dossier sont peu irriguées par le questionnaire initial et restent pour l'essentiel très conventionnelles. Pierre Jacquet, responsable de l'Agence française de développement, caractérise la phase actuelle de la mondialisation par le poids accru des pays émergents et la sensibilité croissante de l'opinion publique aux sujets globaux, et Philippe Moreau Defarges, co-directeur du *Ramsès*, voit dans l'édification du G20 un pas supplémentaire vers une gouvernance planétaire. Christan de Perthuis (Paris-Dauphine) et Raphaël Trotignon (Caisse des Dépôts) décortiquent avec minutie le cas d'école de la gestion climatique mondiale qui repose sur trois couches empilées : la Convention Climat de 1992, le protocole

de Kyoto de 1997 et l'accord de Copenhague de 2009. On notera l'interview croisé de Thérèse Gastaut (ex-Nations unies et Paris II) et Philippe Ryfman (Paris I) qui montrent sans détour que le rôle de la gouvernance mondiale est de réhabiliter dans la gestion des affaires planétaires les intérêts du secteur privé et de la société civile et qui en voient les limites dans l'absence d'un véritable espace public mondial.]

SCIENCES HUMAINES

n° 19- juin/juillet/août 2010: **Les pensées vertes**
(89005 Auxerre, 90 p., 8,50 €, BP 256)

[Dans la présentation du dossier qu'il coordonne, Christophe Rymarski présente les interrogations qui le parcourent. Comment s'est imposée peu à peu l'idée que la nature devait être prise en compte et pas seulement exploitée? Comment se sont constituées les pensées écologistes qui se sont diffusées dans les moindres recoins des sociétés occidentales? Comment ont-elles pénétré le monde politique et la vie quotidienne? Quelles en sont les diverses composantes? Comment une idée confinée à quelques cercles très restreints est-elle devenue la grande préoccupation du XXI^e siècle voir même un nouveau carburant pour la croissance (verte)?

C'est à cette saga de la pensée verte que nous convie ce dossier en nous présentant «les sept familles de l'écologie: les précurseurs, les penseurs, les écophilosophes, les experts et décideurs, les sceptiques, les prophètes, les décroissants». Après un rappel de la pensée d'Hans Jonas et de son Principe de responsabilité, l'interview de Dominique Bourg (université de Lausanne) attire l'attention sur le hiatus qui existe entre la prise en compte des enjeux environnementaux et le mode de fonctionnement électoral, étranger pour l'essentiel à la temporalité du long terme. Les tentations-cénacles de décideurs, cadre autoritaire-doivent être repoussées au profit d'une démocratie plus forte qui intégrerait la préoccupation du futur. Le difficile positionnement politique de l'écologie et les réticences qu'elle suscitent tant à gauche qu'à droite est analysé par Bruno Villaba (IEP Lille), tandis qu'Eloi Laurent (OFCE/IEP Paris) montre comment la «nouvelle écologie politique cherche à rendre explicite le lien entre écologie et inégalités, entre question sociale et impératif écologique).

La croissance verte, la décroissance, l'usage du catastrophisme, le rôle de la science et de la technologie sont également questionnés. Ce passionnant voyage dans la nébuleuse verte est complété de quelques orientations bibliographiques]